

ARGENTINE

Entre innocence et héroïsme

Politiques mémorielles et tensions liées à la qualification des victimes

→ Par **Luciana Messina**,
Universidad de Buenos Aires

Quelles tensions suscite la notion de *victime* dans le cadre des « politiques de la mémoire¹ » liées à la constitution d'espaces dédiés aux crimes du terrorisme d'État en Argentine ? Il faut savoir en préalable que ces politiques ont été principalement encouragées par des organismes de défense de droits de l'homme, des associations de survivants² et des organisations sociales et politiques. Par ailleurs, l'écoute, accordée à leurs requêtes de mémoire, de vérité et de justice par des représentants gouvernementaux, a varié selon les conjonctures politiques des trente dernières années.

Depuis le début des années 2000, divers acteurs sociaux ont mené des initiatives pour intervenir sur des lieux qui portent des traces matérielles de la répression politique et de la violence d'État et/ou en deviennent des symboles. La politique mémorielle visant à aborder et interpréter ce passé a consisté, entre autres, en la construction de divers types de mémoriaux. Certains de ces sites font irruption sur la voie publique, d'autres doivent être visités, ce qui implique la décision de s'y rendre, de les connaître, de les parcourir. Certains sont le fruit d'un travail militant alors que d'autres ont été incorporés aux agendas gouvernementaux dans le cadre de politiques publiques de grande envergure (en termes de ressources humaines, économiques, administratives). En ce qui concerne ces derniers, plusieurs programmes mémoriels sont liés à ce qu'on appelle le « processus de récupération » des anciens centres clandestins de détention.

D'où l'importance d'approfondir les questions suivantes : Comment sont construites, qualifiées et présentées les victimes dans les espaces et les lieux de mémoire de la ville de Buenos Aires ? Quelles sont les identités en jeu ? Comment sont-elles caractérisées lors des activités, débats, discussions qui y sont organisés ? Pour cet examen, nous prendrons l'exemple de discours et pratiques produits dans le cadre spécifique des manifestations qu'organise l'ancien centre clandestin de détention Olimpo³. Les acteurs sociaux qui y participent ont encouragé aussi bien les modifications matérielles de l'enceinte qu'une grande quantité d'activités proposées à la communauté⁴. Je vais particulièrement me focaliser sur l'analyse d'une manifestation qui a mis en évidence des sens divergents, voire opposés, rattachés à la catégorie de victime. Pour cela, on doit prendre en compte la distinction entre la

(1) Sur ce concept sur la sphère du cône sud, cf. Nora Rabotnikof, « Memoria y política a treinta años del golpe », in Clara E. Lida, Horacio Crespo, Pablo Yankelevich (dir.), *Argentina, 1976. Estudios en torno al golpe de Estado*, México DF, Centro de Estudios Históricos del Colegio de México, 2007, p. 261 ; Juan Besse, « Entre dos muertes. Escansiones y silencios en las primeras narraciones historiográficas acerca del 16 de junio de 1955 », *Revista Memoria em Rede*, Pelotas, volume 2, n° 7, juillet / décembre 2012, p. 7. Disponible sur <http://www.ufpel.edu.br/ich/memoriaemrede/beta-02-01/index.php/memoriaemrede/article/view/121>. Consulté le 25 octobre 2013.

(2) Le terme est ici utilisé dans une acception générale, en référence aux personnes poursuivies par les diverses forces répressives qui ont agi pendant la dictature et qui ont survécu à cette expérience ; en particulier ceux qui ont connu l'expérience des centres clandestins de détention.



© Luciana Messina

— Entrée du « Pozo » (le Puit) dans l'ancien centre clandestin de détention Olimpo à Buenos Aires.

(3) Le centre clandestin de détention Olimpo a fonctionné entre août 1978 et janvier 1979 dans une enceinte de la Police Fédérale à Buenos Aires. On estime que pendant ces cinq mois 500 personnes y ont été enfermées, 100 personnes environ ont survécu. Cf. Luciana Messina, « Les polémiques autour de l'ancien centre de détention clandestine "El Olimpo" (Buenos Aires) », in Béatrice Fleury, Jacques Walter (dir.), *Qualifier des lieux de détention et de massacre*, n° 5, Série Actes, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2008, p. 291-301.

(4) Cf. Luciana Messina, « Le dispositif mémoriel de l'ex Olimpo : Réflexions autour des pratiques de marquage territorial et d'utilisation du lieu », in *Questions de Communication*, n° 13, Série Actes, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2011, p. 135-152.

(5) Cf. Nora Rabotnikof, « Memoria y política a treinta años del golpe », p. 260.

(6) Le rapport *Nunca Más*, publié en 1984, a été le résultat d'une vaste enquête menée pendant dix mois par la Commission nationale sur la disparition de personnes (CONADEP) dans le but de reconstruire les méthodes répressives et les modalités de leur réalisation.

condition de *victime* et la position de *victimisation*. Tandis que la première indique qu'une personne a subi un crime, une agression, un abus, la seconde rend compte de la nature subjective des liens que cette personne entretient avec ce passé. Dans ce sens, le fait d'avoir été victime d'un crime n'est pas équivalent ni réductible à une position de victimisation quand l'événement n'a pas trouvé de réparation et que, pour cette raison, son ombre se prolonge dans le présent.

LES VICTIMES DANS LES MÉMOIRES CITOYENNE ET MILITANTE

Les politiques de la mémoire se nourrissent d'héritages, de trajectoires et de récits provenant du champ politique ; en particulier, des expériences, des histoires et des parcours militants. Certains de leurs aspects conflictuels, se cristallisant notamment autour de la catégorie de victime, découlent ainsi de l'existence de diverses « mémoires de la politique⁵ ». Ces mémoires, qui se sont progressivement modifiées en fonction du contexte politique au cours des trente dernières années, créent des perspectives à partir desquelles on peut interpréter les projets et les programmes de mémoire actuels.

Il est alors nécessaire d'isoler deux périodes. La première qui correspond à la transition démocratique (1983-1987) et se prolonge jusqu'au milieu des années 1990, dont les opérateurs ou donneurs de sens (Foucault) émergent dans le sillon du rapport *Nunca Más*⁶ et du procès des anciens commandants des juntes militaires. Et le second qui s'ouvre vers le milieu des années 1990 (1995-1996), lorsque commencent

à circuler dans l'espace public des récits qui laissent une place à la réflexion sur les pratiques politiques incluant l'exercice de la violence au nom de la cause révolutionnaire. Il est particulièrement important pour l'analyse ici proposée de rendre compte de la manière dont les diverses qualifications des disparus et des survivants ont modifié l'appréhension de ceux qui pouvaient faire partie du collectif des victimes.

Pendant la transition démocratique (1983-1987), une version socialement acceptable du passé a été privilégiée. C'est-à-dire un récit susceptible d'attribuer des responsabilités sans creuser des divisions qui auraient pu mettre en danger une démocratie encore menacée par l'instabilité institutionnelle, récit en même temps capable de consolider le rôle primordial des institutions et, avec celles-ci, du citoyen comme principal sujet politique de la nouvelle société post dictatorial. Compte tenu de ces éléments, certains auteurs ont abordé ce premier moment en termes de *régime d'une mémoire citoyenne*⁷.

Pendant les années 1980 et au début des années 1990, les mémoires de la politique se sont nourries des témoignages des survivants qui avaient vécu l'expérience de la répression de l'État dans leur propre chair et qui décrivaient dans le détail les violences subies dans les centres clandestins de détention. Les protagonistes de cette mémoire ont été les victimes abstraites, les citoyens dont les droits fondamentaux avaient été systématiquement violés par la dictature d'État. De même, la délimitation de l'étape précédant celle-ci en termes d'« époque de violence », de manière abstraite également, a renforcé l'interprétation qui postulait l'existence d'une rupture abrupte entre passé dictatorial et présent démocratique, passé qui, bien que proche chronologiquement, était alors pensé en termes de discontinuité historique.

Le rapport *Nunca Más* a constitué un instrument fondamental de légitimation et de mise en circulation de ce récit en privilégiant la description factuelle des crimes sur leur interprétation politique et en présentant les disparus selon une terminologie propre aux droits de l'homme, c'est-à-dire en tant qu'hommes et femmes porteurs de droits dont le caractère humain avait été agressé. L'omission dans le rapport de l'historicité des conflits politiques, sociaux et économiques préalables au coup d'État et l'adoption d'un récit axé sur la personne humaine ont favorisé la consolidation d'antinomies simplificatrices telles que démocratie/dictature ou victimes innocentes/victimes coupables. Cette catégorisation anhistorique du passé a permis de présenter les disparus comme un groupe hétérogène pour ce qui est de l'âge, de la profession et de la classe sociale, mais homogène dans son absence de liens avec la lutte armée. C'est ainsi que disparu est devenu synonyme de victime sans défense et innocente de toute action violente en faveur des idéaux de la transformation sociale.

C'est vers le milieu des années 1990 qu'émergent des discours qui rendent visibles et publics des regards militants sur le passé. Certains auteurs évoquent ce deuxième moment en termes de *régime d'une mémoire militante*. Selon Rabotnikof, ce type de discours rend manifeste une série de changements sur ce qui constituait le noyau dur des récits de la transition⁸. Ainsi, les disparus ont commencé à être appréhendés et valorisés comme des « militants populaires »⁹ par un vaste secteur d'acteurs sociaux liés à la gauche, en particulier au sein des organismes de défense des droits

(7) Emilio Crenzel, *La historia política del Nunca Más. La memoria de las desapariciones en la Argentina*, op. cit., p. 24-25.

(8) Nora Rabotnikof, « Memoria y política a treinta años del golpe », op. cit.

(9) Ce terme désigne en Argentine l'ensemble de partis, mouvements et autres structures politiques engagés du côté des idéaux révolutionnaires de transformation sociale, au-delà des différences partisans et des traditions idéologiques particulières aux diverses organisations. C'est dans ce sens que l'adjectif est utilisé à plusieurs reprises dans ce texte.

de l'homme. Dans la mesure où les causes populaires étaient toujours d'actualité, l'objet du souvenir a moins été l'horreur de la répression que le combat mené en vue de la transformation sociale. Cette réappropriation s'est faite notamment par le recours à des mots d'ordre qui avaient guidé la lutte pendant ces années et qui restaient d'actualité, ce qui a remis en question la prétendue discontinuité entre dictature et démocratie construite pendant la transition.

Néanmoins, la portée sociale de cette mémoire militante est discutable. Sa présence dans l'espace public ne constitue pas nécessairement un indicateur de son influence dans la mémoire sociale. On peut dire que, plutôt que de déplacer la mémoire citoyenne, elle semble la compléter et l'interroger sur certains points. Un des aspects principaux du questionnement réside dans la représentation des disparus en tant que figure de « l'innocence » comprise comme un « au-delà du politique¹⁰ ». La production d'œuvres testimoniales montrant comment les trajectoires de vie des survivants et des disparus étaient liées à l'activisme politique au sein des organisations de l'époque et peut être lue comme une sorte de contrepoids à cette conception historiquement erronée¹¹. Néanmoins, pour certains auteurs, ces mémoires n'ont pas le produit de réflexions radicales sur les sens et les effets des pratiques militantes ; elles ont plutôt renforcé un regard autocomplaisant fondé sur une récupération personnelle, souvent idéalisée, d'aventures et d'illusions de jeunesse¹².

Comment s'actualise et comment est mise en jeu la figure de la victime dans les politiques de la mémoire qui impliquant la construction de monuments, de mémoriaux et / ou de musées ayant pour objet la terreur d'État ? Autrement dit, comment s'expriment ces manières de caractériser les disparus et les survivants dans ces dispositifs mémoriels ? Quel est l'objet de l'hommage ? Leur qualité de militants populaires ou leur condition de victime ? Postule-t-on une coupure abrupte entre dictature et démocratie ou privilégie-t-on une continuité historique soutenue par l'actualité des mots d'ordre et des revendications de la cause révolutionnaire ? En somme, quels types de tensions ces régimes mémoriels font-ils apparaître par rapport à la catégorie de victime ?

INNOCENTS OU HÉROS ? L'ÉCHEC D'UN DÉBAT

Les politiques publiques de la mémoire concernant les anciens centres clandestins de détention de la ville de Buenos Aires impliquent, d'un côté, diverses formes de collaboration entre les institutions publiques et les organisations de la société civile à l'origine de ces initiatives et, de l'autre, la société dans son ensemble en tant que destinataire. C'est pourquoi certaines situations engendrées par ces politiques peuvent être qualifiées d'« analyseurs¹³ » qui rendent visibles les conflits entre divers types de récits sur le passé récent.

Nous allons maintenant porter notre attention sur le film, *Trelew. La fuga que fue masacre*, qui a révélé les controverses, les ambiguïtés et les hésitations sur la manière qu'ont divers acteurs sociaux de qualifier les disparus et les survivants de la terreur d'État. À l'occasion de l'inauguration d'un cycle de projections-débats orga-

(10) Cf. la présentation du « mythe de l'innocence » dans l'article de Sandra Raggio dans ce dossier.

(11) Cf. Pilar Calveiro, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine*, Paris, La fabrique, 2006.

(12) Hugo Vezzetti, *Sobre la violencia revolucionaria. Memorias y olvidos*, op. cit., p. 105.

(13) Cora Escobar, *Topografías de la investigación. Métodos, espacios y prácticas profesionales*, Buenos Aires, Eudeba, 2000, p. 35-36.

ARGENTINE
Entre innocence
et héroïsme
(suite)

nisé dans le cadre du programme mémoriel de l'ancien Olimpo, le choix s'est porté sur ce film¹⁴ et sa projection a été suivie d'une discussion en présence de la réalisatrice et d'un ancien prisonnier politique¹⁵ interviewé dans le film. C'est précisément sur ce débat que je voudrais concentrer mon analyse comme un « micro-exemple de conflits d'envergure¹⁶ ». Nous sommes le samedi 9 septembre 2006, dans l'enceinte de l'ex-Olimpo, il est 19 heures.

À la fin du film, nous sommes environ trente personnes dans la salle. Un membre de l'équipe propose le micro au public. Une femme en fauteuil roulant demande la parole, elle dit qu'on ne comprend pas à partir du film comment il a été possible que la personne chargée d'interpréter le signal de réussite ou d'échec du plan d'évasion se soit trompée (ceci en référence à un moment du documentaire où l'on explique que les prisonniers devaient envoyer un signal à leurs camarades venus en renfort de l'extérieur pour indiquer la réussite ou l'échec de l'opération). Son ton oscille entre soupçon et ironie. Le débat se poursuit. Au bout d'un moment, elle redemande la parole. S'adressant à l'ancien prisonnier politique (désigné comme « survivant » aux exécutions du 22 août 1972), elle dit : « ceux qui se sont évadés étaient les leaders », et elle lui demande si lui-même ou d'autres ne se sentent pas « trahis par ces meneurs ». Il y a un silence. Elle renchérit en disant que « les meneurs sont vivants » et que les « militants de moindre importance » (*perejiles*), « les innocents » sont morts. Lors de cette deuxième intervention, elle est à peine écoutée. De nombreuses personnes haussent la voix pour lui répondre. L'ancien prisonnier prend la parole et lui rétorque que « beaucoup de meneurs sont morts, mais, heureusement, certains sont encore en vie. » D'autres gens répondent de manière bruyante, impulsive et désordonnée. La femme insiste, elle veut aller jusqu'au bout de son propos, mais les répliques l'en empêchent. Personne n'écoute plus personne. À un moment donné, un homme d'environ 30 ans intervient en disant qu'il revendique le militantisme des années 1970, que pour lui, ces militants sont des « héros », des « exemples de vie », que sa génération à lui ignore les valeurs qui étaient les leurs et à tout à apprendre de leur engagement. Il parle sur un ton à la fois solennel et ému. Tout le monde l'écoute. Avant de finir, il demande à serrer la main dudit « survivant », en signe de révérence, d'hommage à cette génération. Le survivant lui donne la main. Les deux hommes s'étreignent dans une longue accolade. C'est ainsi que la manifestation prend fin.

On peut considérer que le débat a échoué ou, plutôt qu'il n'a pas eu lieu. Qu'est-ce qui aurait pu permettre qu'il se fasse ? Qu'est-ce qui l'a empêché ? En premier lieu, un phénomène inattendu a provoqué la stupeur de tous : cette voix dissonante qui, déclenchant de la gêne, a introduit une fissure aussi bien dans le récit construit par le film que dans les sens partagés par la plupart des personnes présentes. C'est bien l'évocation des disparus et des personnes assassinées en termes de « *perejiles* » (militants de second ordre) ou « victimes innocentes » qui semble avoir causé cet effet disruptif. Une telle qualification, dans ce milieu, s'est révélée intolérable. Le malaise a été si grand que la projection suivante n'a pas été suivie de débat. C'est ainsi qu'on est arrivé à une situation absurde : un cycle de projections – débats sans débat. Ce que l'intervention de cette femme a mis en évidence est précisément la

(14) Il s'agit d'un documentaire réalisé par Mariana Arruti qui raconte la tentative d'évasion de prisonniers politiques de la prison de haute sécurité de Rawson (en Patagonie argentine) et des faits qui ont suivi. Ces événements se sont produits en août 1972 pendant la dictature militaire (1966-1973), ils sont passés à l'histoire comme le massacre de Trelew.

(15) Les organisateurs de l'activité l'ont présenté comme un « survivant du massacre ». Néanmoins, pour éviter toute confusion sur l'usage de l'expression, je vais me référer à lui comme à un ancien prisonnier politique, car bien qu'il ait participé à la tentative d'évasion, comme beaucoup d'autres, il n'a pas réussi à sortir de la prison.

(16) Clifford Geertz, *La interpretación de las culturas* [1973], Barcelona, Gedisa, 2005, p. 134.



© Luciana Messina

– Intérieur du « Pozo » (le Puit) dans l'ancien centre clandestin de détention Olimpo à Buenos Aires.

vigueur des récits qui se sont imposés pendant la transition démocratique. Cette mémoire dite citoyenne constitue encore aujourd'hui une interprétation valant pour de vastes couches de la société.

Par ailleurs, un autre élément a également contribué à ce que le débat échoue : l'intervention du jeune homme qui a évoqué l'héroïsme des disparus et des survivants militants par opposition à l'innocence des victimes affirmée par la femme. Sur ce point, nous reprenons ici ce qui a été suggéré plus haut, selon Rabotnikof, à propos de la position de victimisation en relation avec la « nostalgie de la plénitude » pour penser le rapport entre politique et mémoire. Ici, le passé régit le présent d'une manière spécifique : la fixation sur le passé se donne en termes d'idéalisation¹⁷. Le sentiment nostalgique de plénitude demeure attaché au paradis perdu d'un passé mythique qui, ne pouvant pas s'élaborer comme passé, se projette en dehors du temps. L'intervention du jeune homme et ce qu'elle a généré dans le public correspondent à cette construction. L'adhésion aux valeurs perdues et le regret d'un monde d'engagement marqué par l'histoire n'ont fait que soutenir la perspective d'un passé mythifié par l'héroïsation de ses protagonistes. Sa prise de parole a eu pour effet de faire taire la voix gênante, car dissonante, de la femme qui a été couverte, et non « débattue ». Parallèlement, elle a permis de redonner une unité (en termes de significations partagées) à l'espace. Les disparus et les survivants ont été requalifiés comme militants populaires et leur condition de héros a été restaurée, après avoir été brièvement remise en question quelques instants auparavant. On est ainsi passé à côté d'une importante chance de désarticuler une conception encore en vigueur

(17) Rabotnikof propose aussi d'autres figures : « mélancolie du converti » pour aborder la place du passé dans le présent subjectif. Dans ce cas, la fixation sur le passé se donne comme critique et rejet catégorique. Cf. Nora Rabotnikof, « Política, memoria y melancolía », in *Revista Fractal*, année VII, volume VII, n° 29, avril-juin 2003. Disponible en ligne sur : <http://www.mxfractal.org/sumario29.html>. Consulté le 25 octobre 2013.

ARGENTINE
Entre innocence
et héroïsme
(suite)

qui, faisant le tri entre victimes coupables (les meneurs) et victimes innocentes (les militants de second ordre), a pour effet de moraliser l'histoire au lieu de la passer au crible du politique.

Nous allons terminer par une question que pose Robotnikof et qui, parce qu'elle implique une proposition, incite à la pensée : est-il possible d'imaginer un rapport au passé qui ne s'instaure pas dans l'autocomplaisance, qui accepte, avec toute la douleur que cela suppose, des irruptions du passé pouvant altérer notre image solidement construite, et enfin qui permette d'éviter, sans toutefois la vaincre totalement, la fonction défensive de la nostalgie¹⁸ ?

*
* *

Cette scène que nous venons de décrire dévoile la coexistence antagonique de deux conceptions des victimes de la dictature pouvant être respectivement rattachées au régime de la mémoire citoyenne et à celui de la mémoire militante. Ces récits continuent à opérer en tant que cadres interprétatifs de l'activité politique de ces années et de ce qui s'est produit par la suite. Au cours de cette tentative de débat sur *Trelew*, les deux perspectives mémorielles basées sur l'innocence de la victime et l'héroïsme du militant se sont télescopées, sans pour autant s'affronter excluant par là même la complexité respective de ces deux expériences : celle de l'action militante révolutionnaire et celle d'avoir été victime de la répression. On peut ainsi suggérer que l'héroïsation tout comme la volonté d'innocenter constituent les deux faces d'une position subjective de la victimisation contribuant davantage à l'idéalisation du passé qu'à une réflexion sur le réel de victime et du militant qui permettrait de se confronter aux opacités, contradictions, ambiguïtés et zones grises des pratiques auxquelles elles réfèrent. ■

(18) *Ibid.*